

Questions orales

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Premièrement, madame la présidente, le député se trompe lorsqu'il dit que l'Accord de libre-échange a porté atteinte à la capacité de maintenir le système de gestion de l'offre au Canada.

Je rappelle au député que, depuis la signature de l'Accord de libre-échange, la seule chose qui ait inspiré des inquiétudes aux agriculteurs, c'est la question du GATT.

Le député parle de l'affaiblissement de l'article XI. Ce que veulent le gouvernement, les producteurs et les provinces, c'est un éclaircissement et un renforcement de l'article XI. Pour ce qui est de l'Accord de libre-échange, le député doit savoir que, depuis sa signature, les exportations canadiennes de produits agricoles ont augmenté—j'ai bien dit augmenté, madame la présidente. En vertu de l'Accord de libre-échange, les exportations canadiennes aux États-Unis d'Amérique ont atteint un niveau jamais égalé dans le passé.

Une voix: C'est la première nouvelle que j'en ai.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, le ministre essaie encore une fois de faire oublier que l'article 401 de l'Accord de libre-échange prive le Canada de la possibilité de fixer ses propres droits sur les aliments transformés. S'il est impossible d'imposer des droits sur ces produits, les producteurs en régime de gestion de l'offre ne pourront pas fournir les transformateurs.

Si le ministre de l'Agriculture n'arrive pas à le comprendre, il devrait quitter son poste.

Comme les producteurs de lait et les éleveurs de dindons et de poulets sont maintenant menacés, que le secteur des grains s'effondre et que tous les Canadiens, dans toutes les régions, sont touchés par la crise, le ministre s'engage-t-il à expliquer au premier ministre qu'il nous faut une conférence nationale qui réunirait les chefs de gouvernement de toutes les provinces et du pouvoir central en vue d'élaborer une stratégie nationale, face à cette crise, avant que tout notre secteur agro-alimentaire ne s'écroule?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Le député n'en est peut-être pas conscient, mais la politique agricole mise en place ces deux dernières années par le gouvernement du Canada a été élaborée avec le concours des producteurs, des diverses parties intéressées, des transformateurs et des provinces.

Le député demande pourquoi les agriculteurs manifestent sur la colline du Parlement. C'est parce qu'ils éprouvent de graves difficultés, et le gouvernement l'a admis. Madame la présidente, le député a posé une question, mais il ne cesse de murmurer pendant que j'essaie de lui répondre.

Je comprends l'intérêt tout nouveau que le député manifeste pour l'agriculture. Le gouvernement a proposé. . .

Une voix: Vous ne vous êtes pas présenté dans les assemblées d'agriculteurs.

M. McKnight: Madame la présidente, le député dit que je ne suis pas allé dans les assemblées. Il ferait mieux de se renseigner, car j'y suis allé.

Une voix: Je ne vous y ai pas vu.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Pour la première fois depuis un certain temps, le PIB a chuté pour un deuxième mois d'affilée. Le taux de croissance a considérablement diminué entre le dernier et le présent trimestres. Or, au lieu d'exposer les difficultés que nous éprouvons, le ministre nous parle des signes prometteurs de l'économie.

Ma question est la suivante: parmi ces signes prometteurs, le ministre inclut-il le 1,5 million de chômeurs, le million d'enfants qui vivent dans la pauvreté, les investissements qui sont en baisse, notre déficit commercial, les faillites qui n'ont jamais été aussi nombreuses et l'agriculture en crise? Sont-ce là les signes encourageants que voit le ministre?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Je pense que le député est quelqu'un d'honnête. Je lui demande donc de considérer en toute honnêteté le fait que la croissance au cours du deuxième trimestre s'est établie à 5,7 p. 100 selon un rythme annuel. Le taux a été rectifié à la hausse à partir du chiffre de 4,9 p. 100, et je pense que nul n'ignore, y compris le député, que ce taux de croissance n'allait pas se maintenir.

En fait, dans nos projections du budget de février 1991, nous avons prévu que la croissance serait nulle au premier semestre. La forte croissance affichée pendant le deuxième trimestre est peut-être due à une demande contenue anticipant quelque peu sur le troisième trimestre. Mais nous n'avons jamais dit que ce taux de croissance